



**PORT
BARCARÈS**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté • Égalité • Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/05/2018

Reçu en préfecture le 09/05/2018

Affiché le 09/05/2018

SLO

ID : 066-216600171-20180426-DEL50-DE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'An deux mille dix-huit et le **JEUDI 26 AVRIL 2018**, à 20h15, le Conseil Municipal de la Commune de Le Barcarès, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain FERRAND, Maire ;

ETAIENT PRESENTS :

Monsieur Alain FERRAND,
Madame Marie ROSES, Monsieur Frédéric ALOY, Madame Marie DUFFAUD, Monsieur Pierre SALA, Madame Pascale MONNEROT, Monsieur Jean-Marie PACIFICO, Madame Martine GISOLO-ANGLI, Monsieur Marc PLANAS, Madame Micheline MARTINEZ, Monsieur Martial GUERIN, Madame Colette DETAUX, Messieurs André GALAUP, Joseph GARCIA, Loïc TOMISSI, Madame Laura FABIAU, Messieurs Jean-Marc CHAVEY et Daniel PHILIPPOT

ETAIENT ABSENTS :

Madame Colette LEROY, Monsieur Yvan NAYA, Madame Sabine MULLER, Monsieur Claude GOT

PROCURATIONS :

Madame Paule DU MOUZA donne procuration à Madame Marie ROSES
Monsieur Fabien DAVID donne procuration à Monsieur Frédéric ALOY
Madame Gisèle MOSCA donne procuration à Madame Marie DUFFAUD
Madame Camille FERRAND donne procuration à Madame Laura FABIAU
Madame Véronique PASTOUREAU donne procuration à Monsieur Daniel PHILIPPOT

Commune de Le Barcarès

DELIBERATION N°50/26-04-2018

**DECLASSEMENT PAR ANTICIPATION DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION AD
NUMERO 38 EN VUE DE SA CESSION.**

Monsieur Frédéric ALOY, rapporteur, rappelle à l'Assemblée que le Conseil Municipal a approuvé la cession de la parcelle AD 38, pour partie, au Groupe CARDINAL - « Mama Shelter ».

Il est nécessaire d'effectuer le déclassement de cette portion de parcelle préalablement à sa cession.

Elle est affectée aujourd'hui, pour la partie à céder, à un parc de stationnement.

La Loi dite « Sapin 2 » permet désormais le déclassement d'un immeuble par anticipation, et c'est la mise en œuvre de cette procédure qui est aujourd'hui soumise aujourd'hui à votre approbation.

VU la Loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016, en son article 35,
VU l'article L2141-2 du Code général de la propriété des Personnes Publiques,
VU la délibération n°25 du 8 mars 2018, approuvant la cession de la parcelle AD 38 (pour partie) au Groupe CARDINAL « Mama Shelter »,
VU l'estimation réalisée par les services de FRANCE DOMAINES,
VU le projet de division de la parcelle AD 38,

CONSIDERANT qu'il existe d'autres possibilités de stationnement public aux alentours, notamment le parking situé devant le « Lydia » ou encore devant le Centre Culturel ;
CONSIDERANT que ce parc de stationnement n'est utilisé qu'occasionnellement durant la période estivale ;
CONSIDERANT que les habitants des résidences alentours bénéficient tous de parkings privés à l'intérieur de leur copropriété ;
CONSIDERANT donc que la désaffectation de ce parc de stationnement n'aura pas d'impact négatif sur le stationnement du secteur ;
CONSIDERANT que les nécessités de service public justifient que cette désaffectation ne prenne effet que dans un délai fixé par l'acte de déclassement ;
CONSIDERANT que la désaffectation du bien doit avoir lieu dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de l'arrêté de déclassement ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **D'APPROUVER** le déclassement pour partie (lot A sur le plan joint) de la parcelle AD 38 dédiée aujourd'hui au stationnement public, par anticipation ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à prendre un arrêté de déclassement en fixant un délai de désaffectation de trois ans maximum ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents et actes à venir.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,
Le Maire,
Alain FERRAND



P.J. Annexes : - photo aérienne
- plan de division
- matrice cadastrale

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux, devant son auteur dans les deux mois à compter de sa notification. La présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux, dans les deux mois à compter de sa notification devant le tribunal administratif de Montpellier. Prévision faite que la requête présentée devant le tribunal administratif fait obligation d'acquiescer la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts ou, à défaut, de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.



Hôtel de Ville - Bd. du 14 Juillet - B.P.5 - 66421 Le Barcarès cédex

Tél : 04 68 86 11 64 - Fax : 04 68 86 02 72 - www.lebarcares.fr



facebook.com/villebarcares



twitter.com/villebarcares



instagram.com/villebarcares



gplus.to/portbarcares

Envoyé en préfecture le 09/05/2018

Reçu en préfecture le 09/05/2018

Affiché le 09/05/2018

ID : 055-216500171-20180426-DEL6Q-DE

SLO



